

IV. PERMANENCES ET MUTATIONS DE L'ANTISEMITISME ET DE L'ISLAMOPHOBIE

Les préjugés envers les minorités ont nombre de traits communs. Quelle que soit leur cible, ils évoluent *grasso modo* pareillement dans le temps, ils sont corrélés entre eux, leurs argumentaires présentent des similitudes et les mêmes facteurs les favorisent. Mais chacun présente aussi des particularités, liées à l'histoire de chaque minorité, aux politiques publiques dont elle a pu faire l'objet, au contexte national et international. Cette partie analyse les transformations des préjugés antijuifs et anti-musulmans, dans la lignée notamment des débats autour de l'essor d'un « nouvel antisémitisme » et d'une « nouvelle islamophobie ». La suivante est consacrée aux roms, le groupe qui en France comme en Europe a l'image de loin la plus négative. La dernière se penche sur le rejet lié à la couleur de peau, en prenant l'exemple des préjugés envers les noirs, moins analysés en France jusqu'ici.

A. Vieil et nouvel antisémitisme

Le rapt et l'assassinat d'Ilan Halimi (février 2006), la tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse (mars 2012), l'attentat contre l'Hyper Cacher (janvier 2015), l'assassinat de Sarah Halimi (avril 2017), puis de Mireille Knoll (mars 2018), la multiplication et la gravité des violences ciblant des juifs en France alimentent chez un nombre croissant d'entre eux le sentiment que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour. Après deux années de baisse, on notait en 2018 une remontée spectaculaire des incidents antisémites, avec une hausse des actions (atteintes aux personnes et dégradations matérielles) et des menaces (tags, insultes, intimidations) cumulées de 74 % par rapport à 2017 (voir *infra* les statistiques du Service central du renseignement territorial au ministère de l'Intérieur). Cette tendance s'est poursuivie lors des neuf premiers mois de 2019 (+ 46 %), en particulier pour les menaces (+ 70%), avec un pic en février marqué par une prolifération de tags antisémites sur les murs parisiens, l'inscription de croix gammées sur le portrait de Simone Veil ornant deux boîtes à lettres de la mairie du XIIIe, des profanations de cimetière en Alsace, et une violente prise à partie du philosophe Alain Finkelkraut au cours d'une manifestation des Gilets jaunes à Paris, traité de « sioniste de merde » et invité à « rentrer chez lui à Tel-Aviv ». De nombreuses enquêtes témoignent d'un sentiment d'insécurité croissant des Français juifs⁴⁷ dont témoigne également la hausse du nombre d'entre eux partant

47. Voir l'étude commandée à IPSOS par la Fondation du judaïsme français, effectuée entre le 24 février et le 8 juin 2015 et supervisée par Dominique Schnapper et Chantal Bordes (<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-01-31-perceptions-et-attentes-population-juive-rapport-l-autre-et-aux-minorites>), 92 % des 313 personnes interrogées se définissant comme juives estiment que l'antisémitisme a augmenté (dont pour 67 % « beaucoup »). Selon une autre étude conduite en septembre 2015 par l'Ifop auprès d'un échantillon plus large de 724 personnes se déclarant de confession juive ou d'origine (au moins un parent) juive, 43 % des sondés affirment avoir déjà été « agressés parce que juifs », 51 % avoir fait « l'objet de menaces parce que juifs » et 63 % avoir été « insultés parce que juifs » (Voir Fourquet, Jérôme et Manternach, Sylvain, *L'an prochain à Jérusalem ?*, Paris, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès).

s'installer en Israël⁴⁸ plus marqué en France que dans les autres pays européens⁴⁹. L'enquête annuelle de la CNCDH renseigne, en symétrique, sur la manière, dont l'opinion publique voit les juifs et réagit aux agressions dont ils sont victimes.

Le débat s'est polarisé autour de l'émergence d'un « nouvel antisémitisme », attribué non plus à l'extrême droite mais à l'islamisme radical et plus largement aux musulmans. Pierre-André Taguieff a lancé en France le terme de « nouvelle judéophobie »⁵⁰, à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, car visant uniquement les juifs⁵¹. Cette judéophobie ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur la négation de la Shoah, mais sur l'antisionisme, amalgamant et diabolisant « juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Cet antisionisme rallierait à la fois les islamistes radicaux et une gauche tiers-mondiste, au nom de la défense des droits de l'homme et de la cause palestinienne. Contrairement au vieil antisémitisme porté par l'extrême droite, cette judéophobie serait en train de passer à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

L'image des juifs en France

Une dizaine de questions du Baromètre CNCDH explore l'image des juifs et d'Israël en France. Quatre d'entre elles sont posées régulièrement et de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles portent sur la (non) reconnaissance de leurs membres comme des Français à part entière, leur degré d'intégration dans la société, la nécessité de sanctionner sévèrement les insultes à leur égard, et l'image positive ou négative de leur religion. Le sentiment que les Juifs sont des « Français comme les autres » qui était partagé par un tiers des personnes interrogées par l'Ifop en 1946, s'est imposé. La proportion de sondés tout à fait ou plutôt d'accord atteint aujourd'hui 90 %, soit une proportion supérieure de 8 points à celle observée pour les musulmans, de 24 points comparée à celle des Roms. Le sentiment que les juifs forment « un groupe à part » plutôt qu'un groupe « ouvert » ou qu'ils « ne forment pas spécialement un groupe », est partagé par moins d'un quart des personnes interrogées, contre 30 % pour les Maghrébins, 36 % pour les musulmans, et 70 % pour les Roms et les Gens du voyage. La religion juive évoque beaucoup

48. Selon l'Agence juive de 2000 à 2012 on comptait 1 600 alya de Français juifs par an. Le chiffre est monté à 3293 en 2013, 7231 en 2014 et 7900 en 2015, pour retomber à 5000 en 2016 et 2600 en 2018. A ces départs s'ajouterait la « petite alya », soit le départ d'un certain nombre de juifs des communes de la Seine-Saint-Denis vers d'autres perçues comme plus sûres (voir Fourquet, Jérôme et Manternach, Sylvain, *L'an prochain à Jérusalem*, op. cit. p. 85-99).

49. Une enquête menée pour l'Agence européenne pour les droits fondamentaux (FRA), en décembre 2012, auprès des communautés juives dans huit pays européens, montrait déjà que les juifs français étaient de loin les plus inquiets (<http://fra.europa.eu/en/survey/2012/fra-survey-jewish-peoples-experiences-and-perceptions-discrimination-and-hate-crime>). La seconde enquête de la FRA menée en ligne en mai juin 2018 dans treize pays le confirme (<https://fra.europa.eu/en/publication/2018/2nd-survey-discrimination-hate-crime-against-jews>).

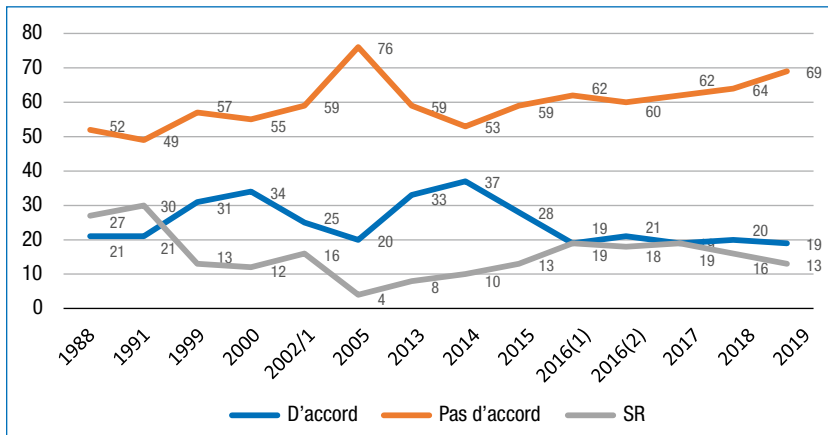
50. Taguieff, Pierre-André, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010 et *Judéophobie, la dernière vague : 2000-2017*, Paris, Fayard, 2018. Le débat n'est pas limité à la France. En Angleterre : Iganski, Paul, Kosmin, Barry (dir.) *The New Antisemitism? Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, 2003 ; en Allemagne Zick, Andreas, Küpper, Beate, « Transformed Antisemitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, p. 50-92.

51. Qui au départ, sous la plume de Willhem Marr, désigne les « sémites » dans leur ensemble, juifs et arabes.

plus souvent quelque chose de positif que de négatif (39 % vs 23 %), alors que pour la religion musulmane les opinions négatives l'emportent (35 % vs 31 %). Au total, les juifs en France sont depuis les années 2000 la minorité la mieux considérée. Sur l'Indicateur Longitudinal de Tolérance (voir partie précédente), qui donne la moyenne annuelle des réponses tolérantes à une série de 69 questions du Baromètre CNCDH posées régulièrement depuis 1990, la minorité juive obtient depuis 2000 le score le plus haut. Il s'établit en 2019 à 79 sur 100, soit 13 points au-dessus de celui de l'échantillon, 19 points au-dessus de celui des musulmans et 43 points au-dessus de celui des Roms.

En revanche des stéréotypes anciens, spécifiques aux juifs, reflet de leur longue histoire, résistent. L'idée que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent », qui renvoie au statut des juifs au Moyen Âge chrétien⁵², perdure. Elle est partagée par 34 % des personnes interrogées en 2019, soit une proportion en forte baisse depuis 2014 où elle était montée à 60 %, en baisse régulière depuis (contre 41,5 % encore en 2015, 38 % 2017, 36 % en 2018). Dans la lignée conspirationniste des Protocoles des Sages de Sion⁵³, le célèbre faux forgé par la police du tsar, perdure le stéréotype selon lequel les juifs auraient un pouvoir excessif. Le niveau d'accord oscille entre 18 % et 37 %, avec des pics périodiques et de fortes variations du taux de sans réponse en fonction de l'actualité (figure 4.1). Il monte en 1999-2000, lors des débats sur l'indemnisation des spoliations subies par les juifs de France sous l'Occupation, puis du début de la seconde Intifada en septembre 2000, qui entraîne une vague de violences antisémites sans précédent. Il remonte en 2014, après l'interdiction du spectacle de Dieudonné, en janvier, puis celle de deux manifestations pro-palestiniennes à Paris en juillet. Depuis 2016, l'adhésion au stéréotype s'est stabilisée aux alentours de 20 %.

Figure 4.1. Adhésion au stéréotype du pouvoir des juifs (%)



Source : Baromètres CNCDH. Enquêtes Cevipof/Sofres 1988 et 2002, enquête OIP 1991.

52. Voir Germain Lucienne, « De l'usure au pouvoir de l'argent : les métamorphoses d'un mythe antijuif à travers la caricature en Angleterre », *Revue LISA* 1(1), 2003, p. 75-84 : <https://journals.openedition.org/lisa/3120>.

53. Voir l'ouvrage dirigé par Taguieff Pierre-André, *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg international, 1992.

Une autre question mesure la réceptivité à la thèse de l'instrumentalisation de la Shoah par les juifs, forme déguisée de révisionnisme, à partir du sentiment qu'on parle « trop » (plutôt que « pas assez » ou « juste ce qu'il faut ») de l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment apparaît minoritaire, partagé par 17 % de l'échantillon, soit un recul de 3 % depuis l'an dernier, contre 55 % jugeant qu'on en parle « juste ce qu'il faut » et 24,5 % « pas assez », proportion en hausse constante depuis 2013.

Enfin la création d'Israël en 1948 a modifié la perception des juifs dans le monde. Ainsi le thème du juif « apatride » a cédé la place au soupçon de « double allégeance », repéré par la question : « Pour les juifs français, Israël compte plus que la France ». Le taux d'approbation était monté à 55 % (contre 31 % « pas d'accord ») fin 2014, après l'intervention israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, soutenue par les organisations représentatives de la communauté juive française⁵⁴, et les mobilisations pro palestiniennes parfois violentes qui ont suivi. Depuis il baisse lentement, passé de 44 % en mars 2015 à 43 % en janvier 2016, 39 % en octobre 2016, 37 % en 2017 et 2018 et 36 % en 2019 (contre 39 % de pas d'accord). Ce dernier pourcentage est la moyenne des réponses à deux formulations différentes de la question, testées de manière aléatoire. Dans une moitié de l'échantillon c'est le fait d'être juif qui est mis en avant (« Pour les juifs français... »), dans l'autre le fait d'être français (« Pour les Français juifs... »). L'an dernier cette dernière formulation faisait légèrement monter la suspicion de double allégeance ce n'est plus le cas cette année. Le taux élevé des refus de réponse (25 % et 24 % selon la formulation adoptée) semble surtout traduire une certaine perplexité de l'échantillon face à cette question, plus marquée que pour les autres questions relatives aux juifs. Elle suscite 3 % de non réponses pour « les Français juifs sont des Français comme les autres », 8 % pour la vision des juifs comme « un groupe à part dans la société », 12 % pour « les juifs ont un rapport particulier à l'argent », 13 % pour « les juifs ont trop de pouvoir en France », des taux de non réponses au demeurant étroitement corrélés.

L'image d'Israël et des Palestiniens

Deux questions portent sur l'image d'Israël et du conflit avec les Palestiniens. Elles permettent de vérifier la thèse d'une « nouvelle judéophobie » structurée par une critique exacerbée sinon du sionisme, du moins d'Israël et de sa politique dans la région. L'image de ce pays, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six jours, s'est incontestablement détériorée⁵⁵. L'occupation des territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies, ont aggravé un désamour qui n'est pas spécifique à la France⁵⁶. Depuis 2013 le

54. <http://www.crif.org/fr/communiquedepresse/grand-rassemblement-de-soutien-a-israel-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d-israel-a-paris/51979>.

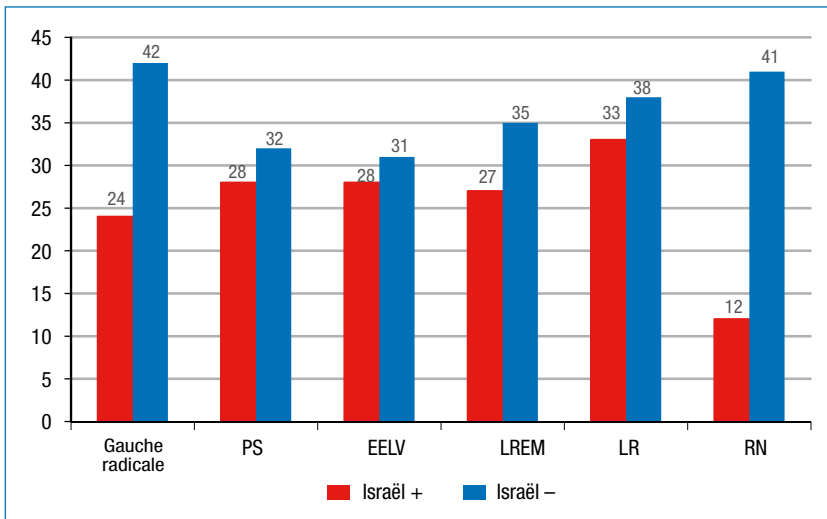
55. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion depuis la guerre des Six Jours, voir le bilan des sondages de l'Ifop : « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *IFOP Collectors*, 31 août 2014.

56. Le sondage annuel GlobeScan effectué pour la BBC interroge depuis une douzaine d'années sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde », positive ou négative, d'une vingtaine de pays. Israël arrive 14^e sur 17 en 2017, ne devant que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan, avec 25 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs (« The Country Ratings Poll of 24 nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 18 000 personnes dans dix-neuf pays effectué entre décembre 2016 et avril 2017, <https://globescan.com/sharp-drop-in-world-views-of-us-uk-global-poll/>).

Baromètre de la CNCDH propose une liste de pays, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de « très positif », « plutôt positif », « plutôt négatif », « très négatif », ou « ni positif ni négatif ». Israël suscite toujours plus de jugements négatifs que positifs (34 % vs 24 % en 2019). Mais l'image de la Palestine est à peine meilleure, avec 26 % de jugements positifs (contre 24 % pour Israël), 30 % de jugements négatifs (contre 34 %). Surtout, pour les deux questions, les refus de trancher sont majoritaires. Si on ajoute aux personnes ne répondant pas celles à qui Israël et la Palestine évoquent quelque chose de « ni positif ni négatif » (respectivement 44 % et 42 %), la perplexité l'emporte.

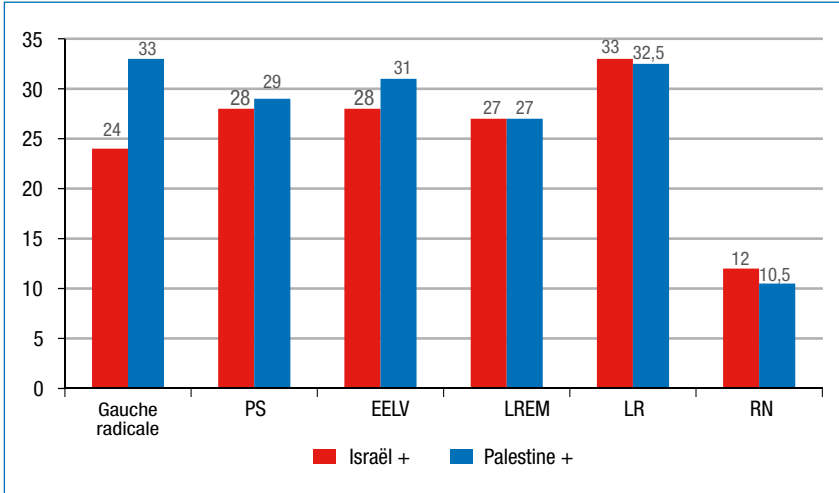
Enfin, le lien entre l'image de ces deux États et le positionnement politique des sondés est plus complexe que ne le suggère la thèse d'un nouvel antisémitisme passé de l'extrême droite à l'extrême gauche du champ politique. Tout d'abord, quel que soit le bord politique (figure 4.2), les jugements négatifs sur Israël (en bleu) l'emportent sur les jugements positifs (en rouge). Ensuite, quel que soit l'indicateur politique utilisé (vote à l'élection présidentielle, proximité partisane, positionnement sur l'échelle gauche droite) c'est à l'extrême droite, et non à l'extrême gauche, que la proportion de jugements positifs sur Israël est la plus faible, tombant à 12 % chez les électeurs de Marine le Pen au premier tour du dernier scrutin présidentiel et chez les proches du RN, alors qu'elle atteint le double chez les proches de la gauche radicale (Parti communiste, Insoumis, partis d'extrême gauche), et plus du double chez les écologistes d'EELV. Quant aux jugements négatifs, ils culminent aux deux extrêmes, dépassant 40 % chez les proches de la gauche radicale mais aussi chez ceux du RN (figure 4.2).

Figure 4.2. Image d'Israël par proximité partisane (%)



Quant à l'image de la Palestine (figure 4.3), à gauche elle est légèrement plus positive que celle d'Israël, avec un écart de 9 point chez les proches de la gauche radicale, 1 point au Parti socialiste et 3 points chez les écologistes. Tandis que chez les proches du RN c'est l'inverse, elle est légèrement moins positive (10,5% contre 12%), et chez les proches de LREM et de LR il n'y a quasiment pas de différences.

Figure 4.3. Image comparée d'Israël et de la Palestine par proximité partisane (%)



L'autre question aborde les responsabilités perçues dans la continuation du conflit israélo-palestinien (figure 4.4). Sans surprise, les Israéliens sont beaucoup plus souvent tenus pour responsables que les Palestiniens (19 % vs 3 %, contre 16 % vs 1 % en 2018). Ce parti pris est d'autant plus fréquent que la personne se situe à gauche, la proportion citant les Israéliens atteignant 37 % chez les sondés se situant à l'extrémité gauche de l'échelle gauche droite, et 39 % chez les proches de la gauche radicale (des Insoumis, du Parti communiste ou de l'extrême gauche). Mais le refus de se prononcer là encore prédomine, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui dure depuis trop longtemps, et la tentation de rejeter dos à dos ses protagonistes⁵⁷. Huit sondés sur dix sont dans ce cas, 62,5 % répondant qu'Israéliens et Palestiniens sont « autant responsables l'un que l'autre » et 16 % préférant ne pas répondre, à peu près comme l'an dernier (63 % et 20 %).

57. Voir le sondage Ifop pour *Sud-Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 août 2014 (N = 1013).

L'articulation des différentes formes d'antisémitisme

Une analyse factorielle reprenant ces neuf questions permet de faire apparaître les relations entre les réponses et en particulier entre vieil et nouvel antisémitisme (tableau 4.2)⁵⁸.

Tableau 4.2. **Structure des réponses aux questions relatives aux juifs et à Israël**

	Composantes		
	1. Vieil antisémitisme	2. Anti-judaïsme	3. Anti-Israélisme
Les juifs ont trop de pouvoir en France	+ 0,77	- 0,23	- 0,00
Les juifs ont un rapport particulier à l'argent	+ 0,73	- 0,25	- 0,19
Pour les juifs français Israël compte plus que la France	+ 0,64	- 0,30	- 0,11
Les Français juifs sont des Français comme les autres : pas d'accord	+ 0,55	+ 0,32	- 0,21
Les juifs forment « un groupe à part dans la société »	+ 0,50	+ 0,09	- 0,23
« Israël » évoque quelque chose de très/plutôt négatif	+ 0,38	+ 0,58	+ 0,22
On parle trop de l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale	+ 0,39	- 0,17	+ 0,48
« Religion juive » évoque quelque chose de très/plutôt négatif	+ 0,25	+ 0,74	- 0,11
Les Israéliens portent la plus grande part de responsabilité dans la poursuite du conflit israélo-palestinien	+ 0,22	- 0,39	+ 0,82

Source : Baromètre CNC DH, novembre 2019. Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 54 % (1^{er} facteur 28 %, 2^e 14 %, 3^e 12 %). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution positive ou négative des variables à chaque facteur, variant entre 0 et 1.

L'analyse dégage trois facteurs d'organisation des réponses. Le premier est structuré par les clichés antisémites traditionnels. Toutes les variables entrées dans le modèle y contribuent positivement, mais celles qui y contribuent le plus (en gras dans le tableau) ont trait à la croyance dans le pouvoir excessif des juifs, leur rapport particulier à l'argent et leur « double allégeance », tandis que celles qui y contribuent le moins ont trait à l'image d'Israël et du judaïsme. Les deux autres facteurs, à l'inverse, se caractérisent par le rejet des stéréotypes (argent, pouvoir, double allégeance) qui structurent le premier facteur et un poids plus

58. Les neuf variables sont ordonnées dans le sens du rejet croissant des juifs ou d'Israël. Il y a une question de moins que l'an dernier, la question sur la gravité des insultes racistes, notamment « sale juif », n'ayant pas été reprise.

marqué de la question israélienne. Le second est structuré par une image négative de la religion juive, et d'Israël. Le troisième est structuré par la perception du conflit israélo-palestinien et dans une moindre mesure par le sentiment qu'on parle trop de l'Holocauste. Trois dimensions distinctes structurent donc les attitudes envers les juifs, qu'on appellera « vieil antisémitisme », « antijudaïsme » et « anti-israélisme ». Mais c'est le premier facteur, celui du vieil antisémitisme, qui pèse le plus lourd, rendant compte de 28 % de la variance expliquée par le modèle, contre 14 % pour le second facteur et 12 % pour le troisième.

On peut cerner le profil des répondants les plus en phase avec chaque facteur. Ceux qui ont les scores les plus élevés sur celui du vieil antisémitisme ont le même profil que les personnes avec des scores élevés sur notre échelle d'ethnocentrisme. Ils se caractérisent par un âge élevé, un faible niveau d'instruction et d'ouverture sur le monde, des petits revenus, une appartenance ouvrière. Ils se situent politiquement à droite, sont plus souvent proches du RN et électeurs de Marine le Pen. Ils se distinguent également par un faible niveau de confiance en autrui, des scores élevés sur toutes nos échelles de racisme et une propension marquée à se définir comme racistes⁵⁹. Les plus critiques d'Israël et de sa politique (facteur 3), eux, se caractérisent par des niveaux de diplôme et de revenus plus élevés et une appartenance professionnelle non ouvrière. Ils sont plus souvent d'ascendance étrangère, et de religion musulmane. Ils sont nettement plus à gauche, quel que soit l'indicateur utilisé pour le repérer. Ils ont des scores bas sur toutes nos échelles de racisme et d'antisémitisme, cette dernière, rappelons-le, reprenant les cinq stéréotypes les plus courants qui contribuent le plus au « vieil antisémitisme » (tableau 4.2). Eux-mêmes se considèrent comme « pas du tout racistes » et partisans d'une lutte vigoureuse contre le racisme et l'antisémitisme⁶⁰. Quant aux proches du facteur « antijudaïsme », ils présentent un profil moins typé. Ils se rapprochent de celui du vieil antisémitisme par leur faible diplôme. Ils se distinguent essentiellement par leur absence de religion déclarée et leur ascendance franco-française⁶¹.

Un autre moyen de cerner la relation entre nouvel et ancien antisémitisme est de croiser l'image d'Israël et les scores des sondés sur notre échelle d'antisémitisme par leur positionnement sur l'échelle gauche droite (tableau 4.5). On ne retient ici que les personnes ayant exprimé une opinion sur Israël, soit 59 % de l'échantillon, excluant celles qui ne répondent pas ou qui choisissent la réponse « ni positive ni négative »⁶². Cette année la proportion d'opinions négatives sur Israël est aussi fréquente à droite qu'à gauche (59 % et 58 %). Comme les années

59. Le score des ouvriers sur ce facteur est de 0,22, celui des personnes peu ouvertes sur le monde (avec un score de zéro sur l'échelle de cosmopolitisme) de 0,34, et des titulaires de bac + 3 de -0,30, des personnes se situant à droite sur l'échelle gauche droite de 0,41 et des proches du RN de 0,60. Il est de 0,50 chez celles qui se définissent comme racistes, de 0,31 chez les plus ethnocentristes, et de 0,49 chez les personnes de religion musulmane.

60. Le score des sondés se situant à gauche est de 0,35 et celui des proches du RN de -0,40, celui des titulaires de bac+3 de 0,43, celui des cadres supérieurs de 0,41 et celui des ouvriers de -0,22, des non cosmopolites de -0,40, de ceux qui se disent des musulmans de 0,79 et de ceux qui se définissent comme racistes de -0,60.

61. Le score des sondés musulmans est de -0,93, et des sans religion de 0,37.

62. Chez ces personnes sans opinion déclarée sur Israël, on note cependant que la proportion de celles qui ont des scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme est plus fréquente à droite, passant de 23 % chez celles qui se situent à gauche sur l'échelle gauche droite, à 29 % au centre et 37 % à droite.

précédentes, c'est à droite et au centre qu'on trouve la plus forte proportion d'antisémites (56 % et 40 %, contre 35 % à gauche). Et quand on croise ces deux indicateurs, c'est à gauche qu'on compte le plus de personnes critiques d'Israël sans être pour autant antisémites (35 %), à droite le plus de personnes à la fois critiques d'Israël et antisémites (35 %).

Tableau 4.5. Antisémitisme et image d'Israël selon la position sur l'échelle gauche droite en%

Image d'Israël	Score d'antisémitisme	Répondant de gauche	Répondant du centre	Répondant de droite
Positive	Bas	29	28	22
Positive	Élevé	13	13	21
Négative	Bas	35	33	22
Négative	Élevé	23 (266)	26 (334)	35 (174)

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019. Champ : personnes exprimant une opinion sur Israël. Gauche : cases 1-3 de l'échelle. Centre : case 4. Droite : cases 5-7.

Les résultats nuancent donc la thèse d'un « nouvel antisémitisme » sui generis chassant l'ancien. La question d'Israël et le conflit avec les Palestiniens ne passionnent guère. Si on croise les réponses à ces deux questions, seulement 17 % de l'échantillon se prononce sur les deux, 47 % sur une des deux et 36 % sur aucune⁶³. À la différence des actes antisémites, très réactifs, depuis le déclenchement de la seconde Intifada, aux péripéties du conflit israélo-palestinien⁶⁴, les opinions restent structurées par les vieux stéréotypes liés au pouvoir, à l'argent, à la suspicion de double allégeance. Si une vision négative d'Israël est plus fréquente à l'extrême gauche, elle est aussi mauvaise à l'extrême droite. Et tandis qu'à l'extrême droite cette critique est fortement corrélée aux préjugés antijuifs classiques, elle s'en dissocie nettement à l'extrême gauche. On rappellera aussi que, malgré la persistance des vieux stéréotypes antijuifs, on n'observe pas de hausse des opinions antisémites dans leur ensemble, comme le montre l'Indicateur longitudinal de tolérance (voir *supra*, II p. 46). Enfin, loin d'être complaisante à l'égard des agressions subies par les juifs, l'opinion est majoritairement en faveur d'une lutte vigoureuse contre l'antisémitisme (72 % en 2019, 71 % l'an dernier).

63. Sont considérées comme « ne se prononçant pas » les personnes refusant de répondre ou refusant de trancher (image d'Israël « ni positive ni négative », Israéliens et Palestiniens responsables « autant l'un que l'autre » de la continuation du conflit).

64. Mayer, Nonna, « Vieux et nouveaux visages de l'antisémitisme en France », in Blanchard, Pascal, Bancel, Nicolas, Thomas, Dominic (dir.), *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016, p. 89-100.

B. Préjugés envers l'islam et les musulmans

Le terme « islamophobie » reste en France controversé⁶⁵. C'est Vincent Geisser qui, en réponse à Pierre André-Taguieff et à son concept de « nouvelle judéophobie », met en lumière le développement symétrique d'une « nouvelle islamophobie »⁶⁶, s'affichant comme distincte du racisme anti-immigrés, ciblant la religion musulmane et ses fondements comme contraires au principe de laïcité et aux valeurs républicaines (égalité, droit des femmes, droits de minorités sexuelles). On l'utilise ici au sens de préjugés envers les musulmans et/ou leur religion, sans rentrer dans les polémiques autour de la pertinence du suffixe « phobie » ou de l'instrumentalisation politique du terme⁶⁷. Les premiers sondages sur le racisme réalisés pour la CNCDH dans les années 1990 comportent surtout des questions sur les immigrés, les Maghrébins, les « beurs », et le fait qu'une large partie d'entre eux soit musulmane n'apparaît alors comme un élément central ni de leur identité, ni de l'image qu'ils ont dans la société française. En 1997 encore il n'y a que deux questions relatives aux musulmans dans le questionnaire de l'Institut CSA pour le Baromètre de la CNCDH. L'une porte sur la perception du nombre de divers groupes (« Diriez-vous qu'en France aujourd'hui il y a trop ou pas trop de »). 67 % de l'échantillon estime alors les Musulmans trop nombreux, juste après les Arabes (71 %). L'autre question demande s'il est grave (très, plutôt, plutôt pas, pas du tout) de tenir des propos comme « les musulmans ne pourront jamais s'intégrer dans la société » et « s'il s'agit de propos racistes ». 56 % des sondés considèrent alors que c'est grave (vs 42 % pas grave) et 56 % (vs 41 %) jugent ces propos racistes⁶⁸.

L'essor de l'islamisme radical, la multiplication d'attentats commis en son nom, les débats autour du voile et des signes religieux dans l'espace public, ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique et contribué à la stigmatisation de ses fidèles. Aujourd'hui le Baromètre inclut une quinzaine de questions sur les perceptions de l'islam et des musulmans. L'échelle « d'aversion à l'islam » combine le fait d'avoir une image de la religion musulmane moins positive que celle de la religion catholique⁶⁹ et le sentiment que certaines des pratiques qui lui sont associées (port du voile, prières, sacrifice du mouton à la fête de l'Aïd El Kebir, jeûne du Ramadan) posent problème pour vivre en société (voir *supra*, p. 55 « L'articulation des préjugés », tableau 3.3). La formulation des items n'est pas offensante, prises une à une ces opinions ne sont pas « racistes », c'est la cohérence des réponses, le rejet systématique de cette religion et de ses pratiques, qui permet de détecter chez une personne un préjugé envers

65. Sur le débat hors de France voir Bravo López Fernando, « Towards a definition of Islamophobia: approximations of the early twentieth century », *Ethnic and Racial Studies*, n° 34, 2010, p. 556-573.

66. Geisser, Vincent, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003. Sur les origines du terme, voir Hajjat, Abdellali, Mohammed, Marwan, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

67. Sur l'usage académique du terme, la meilleure introduction est l'article de Asal, Houda, « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 2014, n° 1, p. 13-29.

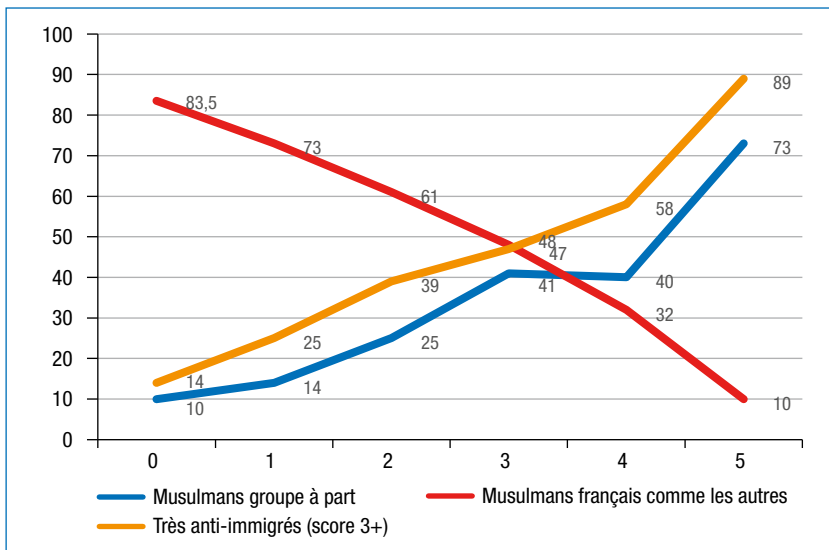
68. CNCDH, 1997. *La lutte contre le racisme*, Paris, La Documentation française, 1998, p. 442 et 461-463.

69. La comparaison de l'image de l'islam avec celle du catholicisme permet de neutraliser le fait d'avoir des opinions négatives envers toutes les religions, quelles qu'elles soient.

l'islam et ses fidèles, des indices d'une attitude « islamophobe » dont elle n'a pas nécessairement conscience, mettant l'accent sur des incompatibilités culturelles, et se défendant de postuler une infériorité du groupe concerné, à la différence du racisme traditionnel « inégalitaire ». On se focalisera ici sur cet argumentaire. On cherchera d'abord si l'aversion déclarée à la religion musulmane et à ses pratiques se distingue bien des préjugés traditionnels envers les immigrés, qui compte tenu de la présence coloniale française au Maghreb et en Afrique sub-saharienne se trouvent être en majorité des musulmans. Ensuite on verra si l'aversion à l'islam est effectivement portée par l'attachement à des valeurs perçues comme menacées par la religion musulmane, en particulier le principe de laïcité, et les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Pour tester le premier argument, on croise le niveau d'aversion à l'islam, tel que le mesure notre échelle d'attitude, avec notre échelle de rejet des immigrés⁷⁰. On note une corrélation positive forte (R de Pearson de 0,53, contre 0,49 l'an dernier) entre les deux indicateurs. L'aversion à l'islam s'accompagne le plus souvent de méfiance envers les immigrés, la proportion de scores élevés sur l'échelle qui mesure le rejet des immigrés passant de 14 % chez les plus ouverts aux pratiques de l'islam à 89 % chez les plus intolérants (figure 4.5). Certes il existe des sondés que les pratiques de l'islam rebutent sans qu'ils se montrent hostiles aux immigrés pour autant, mais ils sont minoritaires et beaucoup moins nombreux que ceux qui rejettent à la fois les immigrés et l'islam⁷¹.

Figure 4.5. **Opinion à l'égard des musulmans par niveau d'aversion à l'islam**



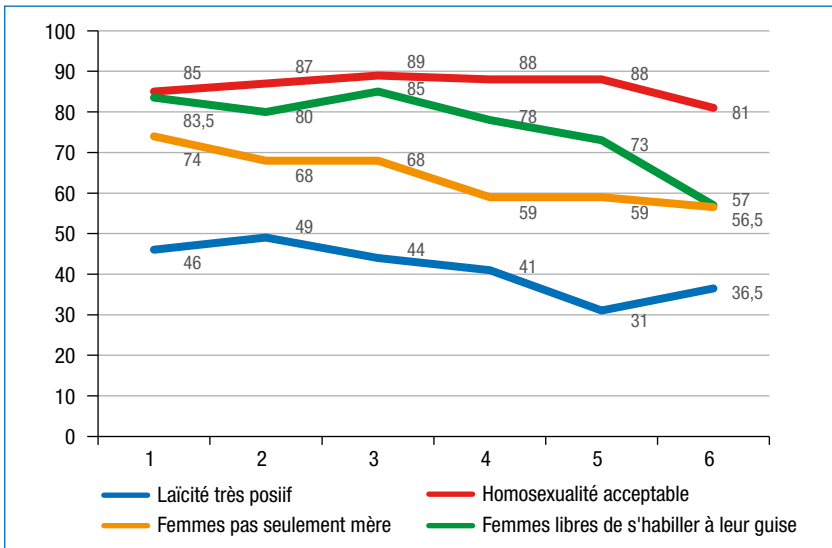
Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019. Scores supérieurs à 3 sur l'échelle anti-immigrés.

70. L'échelle anti-immigrés reprend l'échelle d'ethnocentrisme (*supra* partie III, tableau 3.1) sans les items relatifs aux musulmans et sans celui relatif aux juifs.

71. Pour avoir des effectifs comparables dans les quatre cases, la dichotomie retenue oppose les notes 0-3/ 4-7 sur l'échelle anti-immigrés, et 0-3/ 4-5 sur celle d'aversion à l'islam. 69 % des personnes interrogées sont soit ouvertes à l'islam et aux immigrés, soit intolérantes aux deux (respectivement 38 % et 31 %), et un petit tiers rejette soit l'un soit l'autre (15 % d'anti-islam/pro-immigrés et 16 % d'anti-immigrés/pro-islam).

On peut vérifier de manière plus directe le lien entre préjugés envers l'islam et envers ceux qui pratiquent cette religion, en croisant l'aversion à l'islam par les réponses aux questions sur l'image des musulmans en France. Le double rejet est tout aussi net (figure 4.5). Plus les scores des personnes interrogées s'élèvent sur notre échelle d'aversion à l'islam, plus elles sont enclines à voir dans les musulmans « un groupe à part », dans une proportion qui monte de 10 % chez les plus tolérantes (score de 0 sur l'échelle) à 73 % chez les plus intolérantes (score maximal de 5), et inversement moins elles auront le sentiment que les musulmans sont « des Français comme les autres » (de 84 % à 10 %).

Figure 4.6. Opinion sur la liberté des moeurs par niveau d'aversion à l'islam



Source : Baromètre racisme, novembre 2019.

Pour tester le second argumentaire, qui met en avant un conflit de valeurs avec l'islam, on dispose de quatre indicateurs : une question sur l'image de la laïcité (« le mot évoque-t-il pour vous quelque chose de positif ou de négatif ou ni l'un ni l'autre ? »), deux sur le rôle et les droits des femmes (« les femmes sont faites avant tout pour faire des enfants et les élever », « rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles veulent ») et une sur l'homosexualité (« l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité »). Les variations des réponses en fonction du degré d'aversion à la religion musulmane sont moins fortes que pour les indicateurs précédents (figure 4.6) et les corrélations sont plus faibles⁷². Mais sur les quatre indicateurs, les résultats vont dans le même sens, ils contredisent la thèse d'un rejet de l'islam au nom de valeurs de tolérance qu'il viendrait contredire. Les personnes les plus hostiles à l'islam sont plutôt moins attachées au principe de laïcité, moins enclines à défendre les

72. Corrélation (R de Pearson) des scores sur l'échelle d'aversion à l'islam avec l'image de la laïcité de 0,07, avec l'acceptation de l'homosexualité - 0,09, leur droit à s'habiller comme elles l'entendent - 0,157 et avec le rôle traditionnel de la femme 0,08.

droits des femmes à s'habiller comme elles l'entendent, plus portées à réduire les femmes à leur rôle de mère et à condamner l'homosexualité. Autrement dit ces arguments, souvent avancés pour justifier la condamnation de certaines pratiques de l'islam, ne résistent pas à l'analyse, le ressort de l'islamophobie n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

Une dernière vérification prend en compte toutes les questions qui se sont ajoutées au fil du temps sur ce thème de la compatibilité avec la vie en société de pratiques ou interdits associés à l'islam y compris celles qui ne sont pas incluses dans notre échelle d'aversion à l'islam (voir *supra* III, tableau 3.3) comme le port de la burqa ou l'interdiction de montrer l'image du prophète. Toutes ces questions suscitent un très fort taux de réponse, signe que les opinions sont faites sur le sujet et qu'elles s'expriment sans réticence, à l'exception de celle touchant à l'interdiction de montrer l'image du prophète (tableau 4.6). On voit que ces pratiques ou normes sont inégalement acceptées. Le port du voile intégral ou burqa est presque unanimement rejeté (85 % de l'échantillon y voit un problème pour vivre en société, dont 61 % (tout à fait d'accord)), suivi par le port du voile. Le terme « voile » était proposé à la moitié de l'échantillon, celui de « foulard », plus anodin, dans l'autre moitié. Le premier suscite clairement plus d'hostilité. La proportion de personnes estimant le port du voile problématique atteint 58 %, contre 46,5 % pour le port du « foulard ». Toutes les autres pratiques sont acceptées par plus de la moitié de l'échantillon, le jeûne du ramadan apparaissant comme le plus consensuel, jugé problématique par seulement 20 % des sondés.

Tableau 4.6. «Selon vous le respect des pratiques musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ?» en %

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total accord	Plutôt pas	Pas du tout	SR
Le port du voile intégral	61	24	85	6	8	1
Voile + foulard (A + B)	26	25	50,5	22	28	1
Le port du voile (split A)	27	32	58	23	18	1
Le port du foulard (split B)	24	22	46,5	26	26,5	1
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet	22	20,5	42,5	22	27	9
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kebir	14	19	33	28	36	3
Les prières	13	16	29	30	39	3
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	11	13	24	28	46	2
Le jeûne du ramadan	8	12	20	31	47	2

Source : Baromètre Racisme, novembre 2019.

Pour faire apparaître les relations entre les réponses, une analyse factorielle reprend les sept items de la question, ainsi que celle sur le droit des femmes à s'habiller librement. L'analyse fait apparaître deux facteurs. Le premier, qui rend compte de 61 % de la variance expliquée par le modèle, renvoie à une aversion globale aux pratiques et interdits de l'islam. Si tous les items y contribuent, certains y contribuent plus que d'autres. Ce sont, comme dans l'enquête de l'an dernier, les prières et le jeûne du Ramadan, suivies par les règles alimentaires et le sacrifice du mouton. À l'autre extrême, celles qui y contribuent le moins sont le port de la burqa et l'opposition à la liberté d'habillement des femmes. Le profil des personnes qui ont les scores les plus élevés sur ce premier facteur confirme la forte similitude entre l'islamophobie, telle que la mesure notre échelle d'aversion à l'islam, et le racisme anti-immigrés traditionnel. Dans les deux cas le diplôme, l'âge et l'orientation politique sont les facteurs déterminants de l'intolérance, et c'est à l'extrême droite que cette double intolérance atteint des records⁷³.

Le second facteur est structuré par la défense du droit à porter des signes extérieurs d'appartenance à la religion musulmane, en particulier pour les femmes. Les items qui contribuent le plus au facteur sont d'une part l'opposition à un droit absolu des femmes à s'habiller comme elles l'entendent, d'autre part le sentiment que le port de la burqa, et dans une moindre mesure le port du voile, ou l'interdiction de montrer l'image de Mahomet, ne posent pas problème pour vivre en société⁷⁴. Les personnes les plus en phase avec ce facteur comptent plus de jeunes, de non diplômés, de musulmans, et se distinguent par une vision traditionnelle et autoritaire de la société, jugeant que la femme est faite avant tout « pour avoir des enfants et les élever », réprouvant l'homosexualité, demandant le rétablissement de la peine de mort et une justice plus sévère⁷⁵. On notera que le genre n'a pas d'impact significatif, c'est une revendication autant portée par les hommes que par les femmes.

73. Ainsi sur ce premier facteur les scores des sondés passent de - 0,37 chez les plus à gauche à + 0,83 chez les plus à droite (respectivement les deux premières et les deux dernières cases de l'échelle gauche droite), 0,67 chez les proches des Républicains, et 0,86 chez les proches du RN. En termes de vote, chez les électeurs de Marine Le Pen il atteint 0,75 au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et 0,77 au second.

74. On note une corrélation positive (+ 0,69) entre l'opposition à une totale liberté d'habillement des femmes et ce second facteur, et une corrélation négative (respectivement - 0,56, - 0,24 et - 0,20) avec le sentiment que la burqa, le voile et l'interdiction de montrer la figure du prophète posent problème pour vivre en société.

75. Sur ce second facteur le score des sondés appartenant à la tranche des 18-24 ans est de 0,28, chez les personnes de religion musulmane de 0,23, chez les titulaires d'un diplôme supérieur au bac de - 0,35, chez les personnes niant que l'homosexualité soit une forme de sexualité acceptable ou considérant que le rôle des femmes est de faire des enfants et de les élever de respectivement 0,35 et 0,40, et il atteint 0,38 chez celles qui obtiennent des scores élevés sur l'échelle d'autoritarisme.

Tableau 4.7. Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux pratiques et interdits de la religion musulmane

	Facteur 1	Facteur 2
Le port du voile/foulard pose problème pour vivre en société	0,75	- 0,24
Le jeûne du Ramadan pose problème...	0,81	0,15
Les prières posent problème...	0,83	0,10
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool pose problème...	0,78	0,18
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kébir pose problème...	0,76	0,14
Le port du voile intégral pose problème...	0,53	- 0,56
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet pose problème...	0,68	- 0,20
Rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles le veulent	0,23	0,69

Source : Baromètre Racisme, novembre 2019. Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 61,5 % (1^{er} facteur 49 %, 2^e 12,5 %).

Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution, positive ou négative, des variables à chaque facteur. Celle-ci varie entre 0 et 1. Les réponses sont toutes codées dans le sens d'une intolérance croissante : de « pas du tout » à « tout à fait » d'accord avec l'idée que ces pratiques posent problème pour vivre en société, et de « tout à fait » à « pas du tout d'accord » avec l'idée qu'il faut laisser les femmes libres de s'habiller comme elles le veulent.

Il manque, pour compléter ce bilan des préjugés envers les juifs et les musulmans, les perceptions que chaque groupe a de l'autre, marquées par une longue histoire⁷⁶, et qu'un sondage comme celui de la CNCDH ne permet pas d'explorer. Il y a peu d'enquêtes sur le modèle de celle, pionnière, que réalisaient Sylvain Brouard et Vincent Tiberj en 2005 sur les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque, en majorité musulmane, dans Français comme les autres?⁷⁷. Elle faisait apparaître une tension sur la question israélienne et une plus grande réceptivité aux préjugés antisémites, questions au cœur du débat sur le « nouvel antisémitisme », pour de multiples raisons : malaise identitaire, crispation religieuse, agacement à l'égard d'une communauté perçue comme plus anciennement installée, socialement plus favorisée, plus présente dans l'espace public. Il y en a encore moins sur l'image que les juifs ont des

76. Mandel, Maud, *Muslims and Jews in France: History of a Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 2014.

77. Brouard, Sylvain, Tiberj, Vincent, *Français comme les autres? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005.

musulmans⁷⁸. Il faudrait explorer avec des outils qualitatifs fins la manière dont les différentes minorités, pas seulement juive et musulmane, interagissent au quotidien, en les resituant dans leur contexte de résidence.